

## La contrebande de cigarettes nous fait perdre un milliard



**MAURICE JANNARD**

Incapable d'enrayer le glissement de l'activité économique vers le marché au noir en raison de la fiscalité étouffante, les gouvernements d'Ottawa et de Québec se voient priver de revenus à chaque jour de plus en plus élevés.

Dans le seul commerce des cigarettes, le manque à gagner du fisc dépasse maintenant le milliard de dollars, par an, à cause de la contrebande.

Une étude confidentielle réalisée cet été par les fonctionnaires du ministère fédéral des Finances et dont *La Presse* a obtenu copie révèle que pour la seule année 1991 le gouvernement fédéral a perdu entre 555 et 695 millions de dollars de recettes en raison de la contrebande.

«L'existence d'un marché des produits du tabac de contrebande est lourde de conséquences pour le trésor public», concluent les auteurs du rapport.

Aux pertes du gouvernement central s'ajoutent celles du fisc québécois. Pour l'exercice fiscal 1991-92, Québec a perdu 513 millions en revenus de taxes sur le tabac, selon les chiffres fournis lors du dernier budget provincial.

Il s'agit d'une baisse de 73 millions par rapport à l'année

précédente. Ensemble, les deux gouvernements ont perdu 750 millions pour la seule année 1991. Les fonctionnaires fédéraux ont établi le volume de contrebande à 12 p. cent du marché canadien, un chiffre trop conservateur disent des spécialistes consultés.

«1992 a été pire comme année», a affirmé à *La Presse* un informateur. «C'est trop gros comme affaire. Le gouvernement ne tient pas à divulguer les faits. Le public serait démonté s'il apprenait la réalité.»

Plusieurs personnes interrogées, lors de cette enquête de *La Presse*, ont demandé à taire leur nom. Mais, affirment plusieurs sources, le commerce non-déclaré a lieu désormais dans de nombreux secteurs.

Des dépanneurs vendent à bon marché des cigarettes de contrebande. «Il faut ramener le client dans le magasin», lance un interlocuteur. Des restaurants et des bars écoulent de l'alcool obtenu au noir. Une bonne partie du commerce de bijoux échappent désormais au fisc, surtout la vente des diamants. Le transport de carburant-essence acheté aux États-Unis (libre de taxes) a repris.

Sans mentionner les ravages du travail au noir dans l'industrie de la construction.

**Cri d'alarme**

Devant l'ampleur démesurée des activités économiques qui fonctionnent désormais dans la clandestinité, l'Association des manufacturiers du Québec (AMQ) a lancé un cri d'alarme à la fin de l'été en publiant un document d'analyse sur ce phénomène clandestin.

«Nous avons voulu signifier aux gouvernements que leur fiscalité étouffante et leur



**Nous avons voulu signifier aux gouvernements que leur fiscalité étouffante et leur réglementation abusive avaient provoqué un ras-le-bol collectif, déclare Richard Le Hir.**

réglementation abusive avaient provoqué un ras-le-bol collectif», a déclaré à *La Presse* M. Richard Le Hir, le président-directeur général de l'AMQ.

Le document de l'organisme a montré l'étendue des dégâts quotidiens prise par l'économie souterraine ou le travail au noir. M. Le Hir refuse d'avancer de chiffre précis mais il affirme ceci. «Des économistes disent que l'économie souterraine représente de 7 à 10 p. cent du produit intérieur brut. Il est évident qu'au Québec et qu'au Canada ce chiffre dépasse maintenant 10 p. cent.»

En entrevue, ce dernier souligne que le problème est particulièrement aigu dans l'industrie du vêtement, la fabrication de matériel, les pièces

résinées et le transport de grosses charges.

«Pour les entreprises qui opèrent au grand jour, le développement de l'économie clandestine leur crée une concurrence déloyale, déstabilise leurs marchés, perçérise leur fonctionnement et compromet leur capacité de maintenir et de créer des emplois», conclut l'étude de l'AMQ.

De son côté, M. Yvon Cyrenne, un spécialiste renommé de la taxation et associé chez Raymond, Chabot, Martin, Paré et Cie, s'en prend ouvertement à l'administration de la TPS fédérale. «Les règlements sont de plus en plus volumineux, confus et souvent en contradiction avec des articles précédents», a-t-il affirmé à *La Presse*.

Celui-ci constate que dans ce dernier cas il s'agit d'une forme de rétroactivité qui est inacceptable. M. Cyrenne donne l'exemple de l'exemption qui fut accordée aux entreprises pour les inventaires au moment où la TPS est entrée en vigueur en 1991.

Des litiges entre le gouvernement et les firmes ont donné lieu à des jugements du tribunal, bien souvent favorables à l'entrepreneur. Alors, explique-t-il, comme dans le cas des pièces d'ordinateurs, les fonctionnaires ont amendé le règlement rétroactivement.

Dernièrement, cite M. Cyrenne, Ottawa a voulu simplifier la taxe pour les petites entreprises. Un nouveau règlement a donc été publié. Le hic est que le nouveau règlement renferme 87 pages, que le petit entrepreneur doit se taper avant de comprendre comment il peut simplifier sa comptabilité!

**Injustice**  
Un autre spécialiste de la

### CONSOMMATION GLOBALE DE CIGARETTES DEPUIS 1985 (en millions de cartouches)

Année	Expéditions intérieures (1)	Variation en %	Contrebande estimative (2)	Variation en %
1985	294,8		0,5	
1986	277,2	-6,0	2,3	360,0
1987	263,1	-5,1	4,6	100,0
1988	255,3	-3,0	4,1	-10,9
1989	238,0	-6,8	7,1	73,2
1990	229,6	-3,5	6,1	-14,1
1991	194,7	-15,2	28,7	370,5

taxation, M. R. T. Naylor, professeur à l'Université McGill, fait valoir que la rébellion des contribuables canadiens provient d'une inéquité réelle.

«Comparé aux autres pays de l'OCDE, le Canada vient au milieu du rang pour le fardeau fiscal imposé aux citoyens», dit-il. «Le problème est qu'ici le fardeau fiscal est mal distribué. Le groupe à revenus moyens paie une part injuste des impôts tandis que les riches s'en tirent en contribuant peu et que les pauvres sont exemptés comme il se doit.»

M. Naylor résume bien la situation quand il dit que le salarié qui se voit extorqué par le fisc prend sa revanche dès qu'il le peut, à la première occasion.

«Quand vient le temps d'embaucher quelqu'un au noir pour une réparation dans son logement il ne se gêne pas.» L'universitaire signale que ce phénomène a toujours existé c'est-à-dire, l'individu qui travaille sous la table. Mais la pratique est désormais étendue plus largement dans l'économie.

Richard Le Hir estime qu'il existe une limite à la capacité et à la volonté des citoyens de payer des taxes et des impôts. Le cas de la cigarette en fournit une bonne preuve.

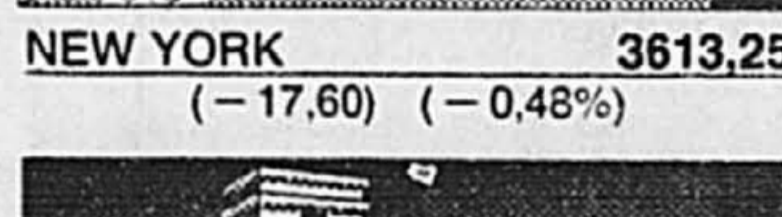
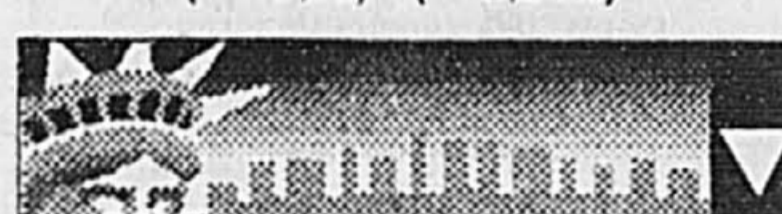
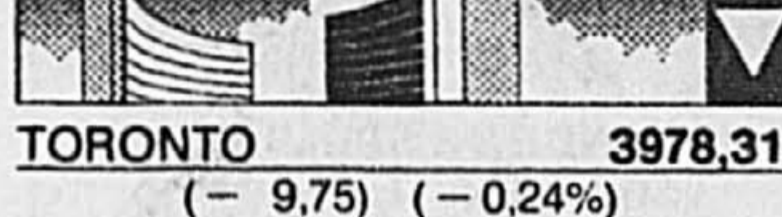
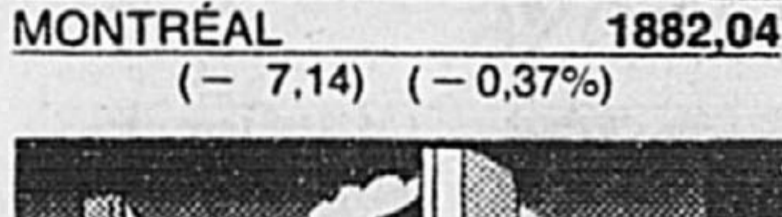
Pour l'exercice 1992-93 (qui a pris fin en mars dernier), Québec escomptait recevoir 628 millions de la taxe sur les tabacs. Il a dû se contenter de 411 millions, un trou de 217 millions.

Cette année, Québec est moins ambitieux et les projections publiées en mai dernier dans le budget sont devenues plus réalistes. Il prévoit recevoir 360 millions. Quatre ans plus tard, malgré des taxes plus élevées, les recettes gouvernementales seront de 220 millions inférieures aux résultats de 1990.!

De leur côté, les bureaucrates fédéraux avouent que les nouvelles taxes imposées en 1991 sur le tabac ont enregistré leur plein effet l'année suivante, ce qui signifie que le trafic de contrebande représentait une plus grande part de marché,

SUITE À LA PAGE F 2

### INDICES



### MAURICE JANNARD

La hausse de taxes sur le tabac décrétée en 1991 par Ottawa a pour but de diminuer la consommation de cigarettes chez les jeunes.

Pour savoir s'il a réussi son objectif, le ministère fédéral des Finances fit enquête l'été dernier.

Le budget d'Ottawa de 1991 fit passer la taxe d'accise sur la cartouche de cigarettes de 4,36 \$ à 10,36 \$, une augmentation de 6 \$, soit de 138 p. cent. Sans parler aussi de la TPS qui est entrée en vigueur cette année-là.

À cela, il faut ajouter des hausses de taxes provinciales de 23 p. cent et une augmentation du prix du manufacturier de 10 p. cent.

L'effet des hausses de taxes fut de réduire la consommation de tabac «légal» de 15 p. cent, comme l'indique le tableau ci-haut. En revanche, les ventes illégales de cartouches de cigarettes augmentèrent de 370 p. cent. En combinant l'effet des deux phénomènes, la consommation nette de cigarettes diminua de 5 p. cent.

**Criminalité**  
L'étude du ministère des Finances tente

de répondre à plusieurs objectifs contradictoires.

«Le gouvernement s'est attaché à lutter contre le tabagisme, en particulier chez les jeunes Canadiens», signale le rapport. «En 1991, le ministre des Finances a déclaré que les taxes sur le tabac ont un effet dissuasif particulièrement important auprès des jeunes Canadiens.»

Eh bien, mission accomplie! affirment les bureaucrates dans un premier temps. L'impact des taxes est plus grand encore chez la jeune clientèle fumeuse que dans la population adulte.

«Les majorations récentes des taxes fédérales sur le tabac sont complémentaires de la stratégie globale adoptée par le gouvernement pour lutter contre le tabagisme au Canada. Les résultats empiriques indiquent clairement que la hausse de taxe fédérale de 1991 a entraîné une diminution de la consommation de tabac.»

Mais, il y a un effet secondaire, comme disent les médecins pour parler d'un remède. «Toutefois, elle (la hausse de taxe) entraîne également un développement du marché de la contrebande», admettent les bureaucrates.

«De plus, celui-ci impose un fardeau financier à la société — sous forme d'une

augmentation des dépenses liées à l'application de la loi, des primes d'assurance nécessaire pour se protéger contre les vols de produits du tabac et du coût économique lié à l'intensification de la criminalité.»

### Exportation

Les responsables de l'étude prennent le soin aussi de dire que l'argent perdu par Ottawa, 695 millions au maximum en 1991, ne représente pas nécessairement les recettes totales qu'il pourrait récupérer s'il voulait anéantir ce trafic illégal. En effet, il faudrait alors compter le coût des mesures prises pour éliminer la contrebande, ce qui diminue les recettes totales anticipées!

Toutefois, c'est oublié de dire que le gouvernement fédéral a créé d'abord le problème en augmentant lui-même les taxes trop fortement!

Les auteurs du rapport ont observé également qu'une hausse de 10 p. cent de la taxe fédérale augmentait les exportations de cigarettes canadiennes vers les États-Unis de plus de 10 p. cent.

Dans les années 50, les cigarettes vendues illégalement ici étaient américaines. Aujourd'hui, il s'agit de produits canadiens essentiellement, et ce dans une proportion de 90 p. cent. Les contrebandiers achètent des

cigarettes canadiennes aux États-Unis qu'ils revendent ensuite au Canada, sans payer de taxes. Les fonctionnaires fédéraux faisaient la recommandation suivante dans leur étude: «Il serait donc utile de surveiller le volume du tabac qui entre au Canada en contrebande, à cause des répercussions que cela a pour le trésor public.»

À sa dernière assemblée annuelle des actionnaires, la direction d'Imperial Tobacco (fabricant des Player's notamment) a affirmé avoir perdu 40 millions \$ en ventes ou 1,2 milliard de cigarettes, en 1992, parce qu'elle a limité ses exportations, à la demande du gouvernement fédéral, pour tenter d'enrayer la contrebande.

Les dirigeants d'Imperial ont constaté que la stratégie fédérale pour lutter contre ce trafic illégal n'a tout simplement pas fonctionné puisque la contrebande a continué de prospérer.

D'une part, les contrebandiers ont remplacé les cigarettes canadiennes par des produits suisses, autrichiens, britanniques et américains. D'autre part, Ottawa a refusé de réduire les taxes.

La direction d'Imperial Tobacco a décidé alors de reprendre ses exportations de cigarettes vers les États-Unis au premier trimestre de cette année.



**Claude Picher**

## Le trou de trois milliards

Une nouvelle est pratiquement passée inaperçue, et ce seul indice d'indifférence montre avec quel aveuglement les Canadiens s'enfoncent collectivement vers de pénibles lendemains.

Il y a quelques jours, le ministère fédéral des Finances annonçait que le déficit, pour les quatre premiers mois de l'exercice en cours (c'est-à-dire d'avril à juillet inclusivement), l'année financière du gouvernement prenant fin le 31 mars), atteint 16 milliards. C'est trois milliards de plus que l'an dernier à pareille date.

Dans son budget d'avril 1993, le ministre Don Mazankowski prévoyait un déficit de 32,6 milliards pour l'exercice 1993-94. C'était trois milliards de moins que l'année précédente, qui s'est soldée, comme le savent les rares citoyens encore conscients de la tragédie, par un déficit de 35,5 milliards.

Et voilà qu'on nous apprend que non seulement les prévisions d'avril 1993 étaient complètement à côté de la cible, mais que le trou est encore bien pire que celui de l'an dernier, pourtant une des années les plus noires à ce chapitre.

Autrement dit, parti comme il l'est, le gouvernement fédéral se dirige tout

droit, cette année, vers un déficit budgétaire qui frôlera les 40 milliards, déficit qui devrait porter la dette publique nette d'Ottawa à plus de 500 milliards dès le printemps prochain.

Ces chiffres sont terrifiants pour quiconque prend la peine d'y penser deux minutes. Le seul financement de cette dette (et je ne parle même pas de l'endettement des provinces) engloutit l'équivalent de 4500 emplois PAR JOUR. Emplois qui sont créés en grande partie au Japon et aux États-Unis, l'épargne canadienne ne suffisant plus à financer les dettes des gouvernements.

Le Canada, pour ceux qui refusent encore de l'admettre, a perdu le contrôle de ses finances publiques.

Et pourtant, comble d'inconscience, personne n'en parle, ou si peu; il se trouve même, dans le paysage, des politiciens assez irresponsables pour parler d'augmenter les dépenses... et des citoyens assez crédules pour tomber dans le panneau!

\*\*\*  
Ce trou budgétaire de trois milliards en quatre mois est dramatique en soi.

Mais le dossier prend carrément des allures de chauchemar quand on regarde les chiffres de plus près.

Si les finances publiques fédérales sont à ce point malades, ce n'est pas parce qu'Ottawa ne réussit pas à contrôler ses dépenses. Au contraire: toujours pour les quatre premiers mois de l'exercice, Ottawa a trouvé le moyen de dépenser 500 millions de MOINS que l'an dernier. Entre deux hélicoptères et trois condos de luxe pour criminels, il pourrait certes faire beaucoup mieux, mais le gros problème est ailleurs.

Les caisses sont à sec parce que l'argent n'entre pas. Certes, la TPS a rapporté 400 millions de moins que l'an dernier, mais ce manque à gagner est compensé en bonne partie par les impôts des entreprises, qui rapportent 300 millions de plus.

Mais ce sont là des considérations périphériques.

Ce qu'il faut regarder, ce sont les impôts sur les revenus des particuliers, de loin la principale source de recettes du gouvernement.

D'avril à juillet, Ottawa a ainsi recueilli 15,5 milliards. L'an dernier, pour la même période, les revenus du gouver-

nement à ce chapitre atteignaient 18,7 milliards. La chute est de 3,2 milliards, ou 17 p. cent! L'ampleur de la dégringolade est prodigieuse.

\*\*\*

Déjà, j'entends retentir le prétexte officiel: «c'est la faute à la récession!». Lorsque l'économie va aussi mal que maintenant, le chômage augmente, et comme il y a moins de travailleurs capables de payer des impôts, les revenus des gouvernements s'en ressentent, et c'est ce qui explique le manque à gagner de cette année, et bla, bla, bla, bla...

Assez! Arrêtez, s'il-vous-plait, de prendre le monde pour des cruches.

Chiffres: en juillet 1992, le Canada comptait 1,606 million de chômeurs. En juillet 1993, un an plus tard, il en comptait 1,619 million. Cela fait 13000 chômeurs de plus. J'aimerais bien qu'on m'explique comment ces treize mille emplois perdus peuvent expliquer un trou de 3,2 milliards dans les recettes gouvernementales provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers. Cela reviendrait à dire que ces 13000 chômeurs, lorsqu'ils travaillaient, payaient en moyenne 246000 \$ chacun en impôts fédéraux!

**Mazda** On se conduit bien

PUBLIREPORTAGE Un cahier spécial à ne pas manquer samedi prochain dans **La Presse**

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS

MASCOUCHE APPEL D'OFFRES MAS-93-730 EXPLOITATION ET ENTRETIEN DE L'AÉROPORT DE MASCOUCHE

CENTRE HOSPITALIER CÔTE-DES-NEIGES APPEL D'OFFRES

appel de candidatures Gouvernement du Québec

AVIS EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ QU'UN CONTRAT

DANS L'AFFAIRE DE LA FAILLITE DE : LES MEUBLES SITA INC. Des soumissions sont demandées pour l'achat des biens ci-après décrits

appel de candidatures Gouvernement du Québec

Il faut ramener le client dans le magasin

SUITE DE LA PAGE F 1 volume accru qui échappait ainsi au trésor. Toujours partisan de la TPS, M. Le Hir veut en réduire cependant les exemptions.

CÉRÉMONIE DE REMISE DES PERMIS CGA 1993

La Cérémonie de Remise des permis CGA 1993 se déroulera sous la présidence d'honneur de monsieur Jacques Hétu, f.c.g.a., associé principal du cabinet national Porter Hétu



Jacques Hétu, f.c.g.a.

C'est le thème de cette journée et le «Leitmotiv» professionnel du président d'honneur depuis plus de 30 ans. C'est aussi le message qu'il veut partager avec les CGA, les nouveaux CGA et leurs invités.

C'EST UN RENDEZ-VOUS ! Pour plus d'information, les personnes intéressées à assister à la Remise et au Banquet peuvent s'adresser à la direction des communications au (514) 861-1823 ou 1 800 463-0163.

PROPOSITIONS D'AFFAIRES...

705 HYPOTHEQUES A AI IERE, 2e, balance vente, notaire Loberge

710 OCCASIONS D'AFFAIRES AFFAIRES 1/2 million et + annuel possible

710 OCCASIONS D'AFFAIRES CANADA Québec, prêts et subventions, petites entreprises

710 OCCASIONS D'AFFAIRES IMMOBILIER Opportunité exceptionnelle

710 OCCASIONS D'AFFAIRES LA CREME BUDWIG EST DE RETOUR

710 OCCASIONS D'AFFAIRES NOUVEAU CONCEPT Devenez préparateur agréé

712 ASSOCIÉS DEMANDÉS CO PRETEUR Domagala financier

714 FRANCHISES POT POURRI FRANCHISE DISPONIBLE

715 SERVICES FINANCIERS MAUVAIS crédit? Info négatives

# Une usine de ferrochrome de 40 millions à Thetford-Mines

**ÉRIC CLÉMENT**  
collaboration spéciale

■ Ressources minières Coleraine voit la lumière au bout du tunnel: la junior québécoise va pouvoir concrétiser son rêve d'exploiter son gisement de 1 million de tonnes de chromite, de Thetford Mines.

Coleraine vient de recevoir une lettre d'intention de MG Ores & Alloys, une filiale newyorkaise de la multinationale allemande Metallgesellschaft AG, qui va prendre en charge le projet, financement compris, soit autour de 40 millions \$. « Ils vont construire l'usine, l'opérer, fournir le matériel et acheter toute la production », a expliqué, hier à *La Presse*, le président du conseil d'administration de Coleraine, M. Yves Morissette.

Les discussions vont se poursuivre ces jours-ci et Coleraine estime qu'une entente sera signée avant l'hiver. Si tout se passe bien, une usine transformant la chromite en ferrochrome pourrait être construite à Thetford Mines au début de l'an prochain, la production étant prévue pour 1995.

Terminée donc la perspective de vendre 18 000 tonnes de ferrochrome par an à Sammi Atlas, de Tracy, qui estimait en juin qu'il serait « plus intéressant de se fournir localement plutôt que de faire appel à l'Afrique du Sud ». « Ils ont manqué une bonne occasion d'affaires », lâche, goguenard, M. Morissette.

Le président du CA est d'ailleurs fier de cette entente, réalisée après des années d'effort pour trouver des investisseurs. La SDI avait été approchée. Sans succès. Coleraine était aussi pourparlers avec deux autres multinationales et cinq banques canadiennes et étrangères, dont une suisse et des financiers de Honk-Kong.

### Financement

Pour réussir sa phase de financement, Coleraine avait fait appel aux services de la torontoise IBK Capital, celle-là même qui avait trouvé l'argent nécessaire à la mise en marche du projet d'aluminerie, à Bécancour, mais c'est grâce à ses propres contacts que l'entente a été réalisée avec MG Ores & Alloys.

« On a frappé à toutes les portes et cela a été difficile de se faire entendre, notamment par le gouvernement québécois », dit M. Morissette. L'entente permettra de plus aux actionnaires de Coleraine de garder le contrôle de l'entreprise.

Metallgesellschaft AG, de Francfort, oeuvre déjà au Canada à travers la Metall Mining Corpora-

tion, sa filiale minière qui possède des intérêts dans de nombreuses sociétés et opère plusieurs propriétés minières, notamment la vieille mine Donald, à Rouyn-Noranda, qui vient de rouvrir, après 40 ans.

Coleraine a donc maintenant toutes les chances de devenir dans un peu plus d'un an le premier producteur intégré de ferrochrome en Amérique du Nord. Finalement, elle prévoit doubler sa production initialement prévue, soit 40 000 tonnes par an au lieu de 20 000. Le ferrochrome est un métal d'avenir qui entre dans la fabrication des véhicules automobiles, des moteurs, des turbines et autres pièces mécaniques usinées à partir d'acier inoxydable, dont le ferrochrome est une composante essentielle.

Toutefois, Coleraine aura tout un défi à relever pour vendre son ferrochrome. D'abord, parce que près des trois-quarts de ce marché sont contrôlés par Samancor, une entreprise d'Afrique du Sud gérée par le géant sud-africain Gencor qui détient plusieurs filiales dans l'or, le platine et l'aluminium.

C'est donc un marché difficile mais Coleraine pourrait se faire une niche enviable sur le continent nord-américain où il n'y a pas de producteur de ferrochrome et où la demande est importante, d'autant que la qualité de son produit est reconnue. C'est à cette tâche de marketing que tra-

vaillera PMI Alloys, un courtier international en chromite et ferrochrome, de New York, avec lequel Coleraine vient aussi de signer une lettre d'intention.

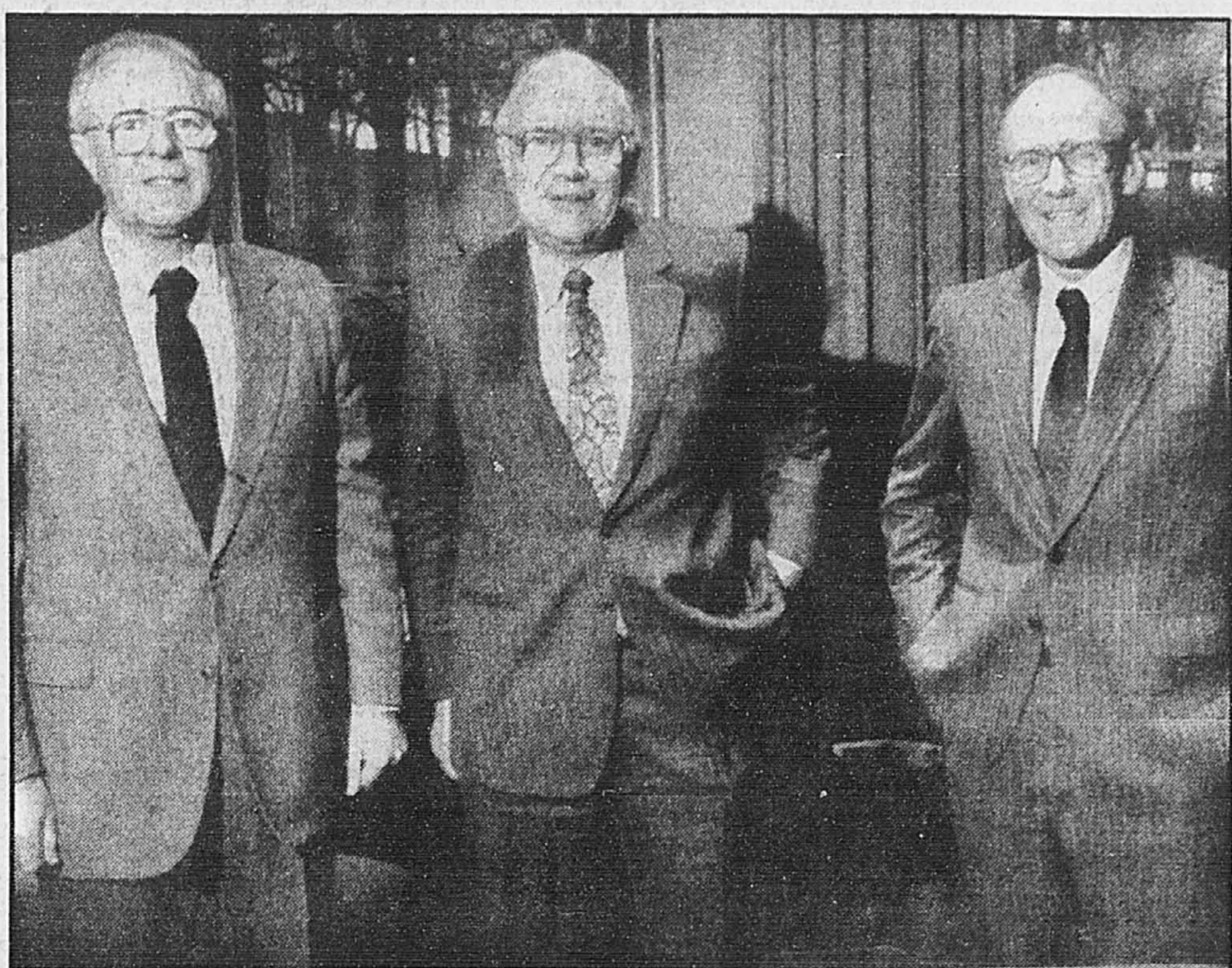
Coleraine cèdera, par le biais d'un placement privé, à PMI Alloys un total de 5 millions de ses actions ordinaires pour l'équivalent de 2 250 000 \$ et la possibilité d'acquiescer, d'ici trois ans, 5 millions d'actions ordinaires supplémentaires, au prix de 0,60 \$ par action.

Une inquiétude demeure au niveau du cours du ferrochrome que les experts ne voient pas augmenter à court terme. La livre de ferrochrome se vend actuellement autour de 50 cents US au lieu de 1,10 \$ avant la récession.

### Forte demande

« Si ces investisseurs s'impliquent, c'est qu'ils sont convaincus qu'il y aura une forte demande en ferrochrome dans les prochaines années, estime M. Morissette. Les normes vont changer dans le secteur automobile et dans les aciers pour favoriser une plus grande durabilité donc plus de ferrochrome. »

Les transactions représentaient alors 567 000 échanges d'actions, en hausse continue depuis mardi. Le vendredi précédent, le nombre de ventes avait totalisé 1 038 000 actions, au lieu de 132 500 la veille.



### Changement de politique

La vente récente de certains des avoirs du conglomérat Irving dans le secteur de la télévision fait présumer que la mort de K.C. Irving, le patriarche de la dynastie du Nouveau-Brunswick, a entraîné un changement de la politique traditionnelle de l'entreprise qui, auparavant, achetait uniquement et ne vendait jamais. Les frères Irving sont (de g. à dr.) John, James et Arthur, figurant dans une photo prise en 1987.

PHOTO CP

## IMPACT

### Enchères immobilières

Jeudi 30 septembre 1993

à 19 h au Montréal Bonaventure Hilton

Inscription à 18 h

POUR LE COMPTE DE PRÊTEURS HYPOTHÉCAIRES ET AUTRES INTÉRESSÉS

#### COMMERCIAL

**900, St-Laurent O., Longueuil**  
Édifice commercial de 40 000 pi<sup>2</sup>, face à Place Longueuil. Ex-concession automobile. Éval. mun. : 2 009 000\$. Mise à prix : 675 000\$. Visites : 21 sept. 11h00.

**6656-60, boul. Décarie, Montréal**  
Propriété de 6900 pi<sup>2</sup> à vocation commerciale/bureaux avec loft res., louée à 60%. Espaces à bureaux disponibles. Éval. mun. : 965 700\$. Mise à prix : 210 000\$. Visites : 22 sept. 10h00.

**4216-22, de la Roche, Montréal**  
Immeuble victorien abritant un restaurant de 170 places avec 61/2 à l'étage, rénové en 1983. Éval. mun. : 430 000\$. Mise à prix : 150 000\$. Visites : 21 sept. 16h00.

**225, St-Laurent O., Longueuil**  
Superbe maison d'époque, ex-rest. "La Devinière". Idéal pour restaurant ou bureaux. Vaste terrain de 21 247 pi<sup>2</sup>. Éval. mun. : 447 800\$. Mise à prix : 165 000\$. Visites : 21 sept. 13h30.

**3339, Grande-Allée, St-Hubert**  
Propriété rénovée vacante de 2 étages, idéale pour bureaux ou comm. de quartier. Éval. mun. : 200 000\$. Mise à prix : 55 000\$. Visites : 22 sept. 13h30.

**3433, boul. Ste-Rose, Laval Ouest**  
Édifice à bureaux vacant de 7 703 pi<sup>2</sup>. Construit en 1972, excellente visibilité. Éval. mun. : 421 100\$. Mise à prix : 170 000\$. Visites : 21 sept. 11h00.

#### MULTI-LOGEMENTS

**2555, Davidson, Montréal**  
16 logements loués à 100%, situés à deux pas du métro. Revenus : 83 660\$. Éval. mun. : 512 300\$. Mise à prix : 325 000\$. Visites : 20 sept. 19h00 et 22 sept. 17h00.

**1751 & 1759, Edouard, St-Hubert**  
1x5 et 1x6 logements, vendus séparément. Construit en 1969, face à un parc. Comptant min. requis. Éval. : mun : 161 400\$. Mise à prix : 89 000 \$ ch. Visites : 21 sept. 19h00 et 23 sept. 17h00.

**691-703, des Merles & 2731-35 Préfontaine, Longueuil**  
Trois triplex, constr. 1987, bien situés. Offerts séparément, 100% loués. Éval. mun. : 220 000\$. Mise à prix : 155 000 \$ et 145 000 \$ ch. Visites : 22 sept. 19h00.

#### INDUSTRIEL

**18918, Clark-Graham, Baie d'Urfé**  
Immeuble industriel vacant de 30 100 pi<sup>2</sup>, construit en 1988, situé dans un parc industriel de prestige, à proximité de l'aut. 40. Éval. mun. : 1 482 000\$. Mise à prix : 700 000\$. Visites : 20 sept. 14h00.

- FINANCEMENT AVANTAGEUX DISPONIBLE
- VISITE À HEURES PRÉCISES
- DOCUMENTATION AUX VISITES
- COMMISSION DE 1,5 à 2,5 % AUX COURTIER

IMPACT Enchères immobilières courtier

Tél: (514) 671-7300

La plupart des ventes sont sujettes à réserve

## Bientôt des mines de diamants au Québec?

**CAMILLE BEAULIEU**  
collaboration spéciale  
VAL D'OR

■ Les travaux d'exploration actuels permettent d'espérer la découverte de une à trois mines de diamants au cours des prochaines années dans la province géologique du (lac) Supérieur, c'est à dire l'Abitibi-Témiscamingue-Baie James, côtés québécois et ontariens.

La même prédiction vaut pour les Territoires du nord-ouest, où la compagnie Kennecott annonce même le forage d'une rampe d'accès au Lac de Gras, l'extraction de 5000 tonnes d'échantillonnages, et la construction d'une usine de traitement à Yellowknife. Une dizaine de millions de dollars d'investissements.

L'autorité canadienne en matière de diamants, le docteur en géologie Mousseau Tremblay, a médusé deux bonnes centaines de promoteurs et de prospecteurs québécois, réunis en congrès ces trois derniers jours à Val d'Or, en confirmant avec éclat, le potentiel diamantifère canadien.

La géologie du Canada, a-t-il soutenu, est plus favorable qu'en Sibérie (site de nombreuses mines de diamants gemmes), bien davantage que celle de l'Australie (site d'une importante mine de diamants industriels), quoique moins propice que celle de l'Afrique du Sud.

### Un indice

L'indice Mousseau-Tremblay, une échelle décimale de gradation des potentiels diamantifères qu'il a lui-même mise au point, accorde au Canada une notation de 7, qui ne le cède qu'à l'Afrique du Sud avec 10 en certains secteurs. Devant les 6,5 enregistrés pour la Sibérie, et très loin des 1,5 de l'Australie.

L'enjeu et le défi sont de taille, a-t-il précisé, les mines de diamants représentent des investissements de plus d'un milliard de dollars. Ce sont des monstres nécessitant jusqu'à 1000 mineurs, qui génèrent chacun cinq emplois indirects. Les mines de diamants ont une espérance de vie jusqu'à soixante-quinze ou cent ans, contre une quinzaine d'années à peine dans le cas des mines traditionnelles au Québec.

Alors, quand Mousseau Tremblay dit que le potentiel canadien est très intéressant, deux cents promoteurs et géologues en congrès l'écourent bouches bées et sourient au coeur... Parce qu'il faut bien l'avouer en ces temps de crise, le diamant ouvre bien des portes que tous croyaient fermées pour un bon bout de temps... surtout celles de la Bourse, où les diamants se vendent, paraît-il, comme des petits pains chauds au mois de décembre!

### Coûts d'exploration

Par contre, a-t-il prévenu, les coûts d'exploration, les dépenses avant découverte, atteignent de 100 à 400 millions de dollars. Les juniors canadiennes vont devoir se grouper en pools ou en coopé-

ratives, pour diluer les risques et constituer des partenaires crédibles face aux multinationales.

Le gage de succès dans ce domaine, a encore dit M. Tremblay, porte sur la multiplication des sites intéressants (recélant de la kimberlite ou d'autres roches potentiellement porteuses de diamants). On doit bien explorer 100 ou 200 sites favorables, avant de pouvoir statistiquement espérer découvrir une mine rentable.

Or Mousseau Tremblay n'est pas n'importe qui dans le monde minier international. C'est lui par exemple qui a mis au jour en 1983 un gisement de diamants important, pour le compte de la société française COGEMA, en République Centrafricaine.

Diplômé de Mc Gill et de l'Université de Montréal, il a travaillé avec John Thornburn Williamson, autre légende de la géologie canadienne, en Tanzanie au début des années 50. Il a longtemps frayed avec la famille Oppenheimer, propriétaire de l'Anglo American Corporation of South-Africa Ltd, société-mère du cartel diamantifère Sud-africain DeBeers, à titre de directeur de l'exploration à la fin des années cinquantes pour l'Afrique de l'est. Puis géologue en chef pour DeBeers en Amérique du Nord de 1961 à 1965. Une époque où ses travaux étaient entourés du plus grand secret.

C'est pourquoi Mousseau Tremblay est connu partout où on s'intéresse aux mines, sous le sobriquet de « Mr DeBeers » ou de « Mr Kimberlite in Canada ».

René Lévesque, ministre des Richesses naturelles l'a rappelé au Québec en 1965 pour participer à la fondation de SOQUEM. Depuis vingt-cinq ans, il opère comme géologue-consultant auprès de multinationales de la cote de : Cogema, Us Steel, Texas Gulf Sulfur, Amax, St-Joseph Minerals, etc. Son curriculum, où l'aventure chez SOQUEM, a débouché sur la découverte de mines comme : Louvem, Niobec, Dumagami, Doyon, Mouska etc. a de quoi faire pâlir d'envie les promoteurs miniers les plus blasés.

Alors, quand Mousseau Tremblay dit que le potentiel canadien est très intéressant, deux cents promoteurs et géologues en congrès l'écourent bouches bées et sourient au coeur... Parce qu'il faut bien l'avouer en ces temps de crise, le diamant ouvre bien des portes que tous croyaient fermées pour un bon bout de temps... surtout celles de la Bourse, où les diamants se vendent, paraît-il, comme des petits pains chauds au mois de décembre!

## Québec veut conserver le leadership minier

**CAMILLE BEAULIEU**  
collaboration spéciale  
VAL D'OR

■ « Il y a déjà des lois et règlements protégeant l'environnement minier au Québec. Il ne faudrait pas trop en rajouter! »

La vice première-ministre et ministre de l'Énergie et des Ressources, Mme Lise Bacon, veut en discuter à nouveau avec son collègue de l'Environnement, M. Pierre Paradis... « pour conserver le leadership en environnement minier ».

Mme Bacon a fait clairement connaître, hier à Val d'Or, son appui à l'Association des prospecteurs du Québec (APQ), dans son rejet du projet de règlement sur l'évaluation environnementale des mines, déposé en juin dernier par le ministre Paradis.

Le projet de règlement sur l'évaluation environnementale de M. Paradis viendrait soumettre l'ouverture d'une mine, son agrandissement, ou la modification de ses infrastructures, au processus de consultation publique du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE).

L'APQ et l'Association minière du Québec (AMQ) rejettent toutes deux ce projet, faisant double emploi avec la directive 019 du MENVIQ sur la mise en production de nouvelles mines, et la Loi 130 du MER sur le réaménagement des sites miniers après exploitation.

APQ comme AMQ, les deux associations du secteur minier accepteraient volontier cependant des correctifs aux lois et règlements existantes, si nécessaires.

**Reitmans**  
(CANADA) LIMITÉE

**REITMANS (CANADA) LIMITÉE**  
CLASSE A NON VOTANTES  
Dividende No 136

Avis est donné par la présente, qu'un dividende trimestriel en espèces de 13¢ par action a été déclaré pour les actions de classe A non votantes de la société; lequel dividende est payable le 29 octobre 1993, aux actionnaires inscrits à la clôture des affaires le 15 octobre 1993.

**ORDINAIRES**  
Dividende No 177

Avis est donné par la présente, qu'un dividende trimestriel en espèces de 13¢ par action a été déclaré pour les actions ordinaires de la société; lequel dividende est payable le 29 octobre 1993, aux actionnaires inscrits à la clôture des affaires le 15 octobre 1993.

Par ordre du Conseil  
Allan Salomon  
Secrétaire

Montréal, le 14 septembre 1993

Pour offrir des dons destinés à la recherche, pour faire don de vos reins à des fins de greffe ou pour en savoir davantage, communiquez avec votre section locale de La Fondation canadienne du rein.

LA FONDATION CANADIENNE DU REIN  
Parce que la vie ça attend pas!

**Centre Liquidation Montréal**

Prêt à livrer

**FILIÈRES LATÉRALES \* ARTOPEX USAGÉES**

260 → 2 tiroirs 665 \$ 150 \$ ch.  
208 → 3 tiroirs 905 \$ 240 \$ ch.  
263 → 4 tiroirs 1106 \$ 340 \$ ch.

**CHAISES ARTOPEX \* USAGÉES**

408 → Chaises base traîneau 590 \$ 125 \$ ch.  
542 → Chaises secrétaires 398 \$ 99 \$ ch.  
320 → Chaises exécutives 578 \$ 162 \$ ch.

**383 POSTES DE TRAVAIL ARTOPEX \* USAGÉS**

À PARTIR DE 985 \$ PAR POSTE

\* Usagées, excellent état

**1080, boul. René-Lévesque est coin Amherst 849-1515**

VISA MasterCard

**ENAP**

LE CARREFOUR UNIVERSITAIRE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

**SESSIONS DE PERFECTIONNEMENT OFFERTES À MONTRÉAL**

**CONDUITE DE RÉUNIONS**  
LES 13-14-15 OCTOBRE 1993

Au cours de cette session, le gestionnaire approfondit sa compréhension du fonctionnement d'un groupe et développe ses habiletés d'animateur. Toutes les phases d'une réunion, depuis sa préparation jusqu'au suivi, seront étudiées avec une attention particulière apportée aux phénomènes socio-émotifs qui se développent, entraînant des attitudes de compétition ou de collaboration.

**ANALYSE ET INTERPRÉTATION DE SONDAGES : INTRODUCTION**  
LE 15 OCTOBRE 1993

Cette session permet de développer une meilleure compréhension des éléments méthodologiques entourant la réalisation d'un sondage: choix et représentativité de l'échantillonnage, calcul de la marge d'erreur, problèmes reliés aux questions biaisées et aux non-réponses, etc. Elle favorise également le développement d'un esprit critique face à l'interprétation de données statistiques.

Renseignements et formulaire d'inscription  
Laurette Gouin (514) 522-3641

Université du Québec  
École nationale d'administration publique

# Les obligations d'épargne devraient rapporter de 5 à 5 1/4 %

JACQUES BENOIT

La nouvelle émission d'obligations d'épargne du Canada (S-48), qui sera faite le 18 octobre, devrait porter un taux d'intérêt jouant entre 5 et 5 1/4 p. cent, dans l'état actuel des choses, estime-t-on dans le milieu du courtage.

« Ça fluctue beaucoup, les taux en ce moment, explique M. Raymond Trudeau, vice-président de Tassé et Associés. On peut penser

à un taux entre 5 1/4 et 5 1/2 p. cent. C'est évident que comme courtier, je préfère 5 1/2, parce que plus le taux est élevé, plus on en vend, mais que la Banque du Canada, elle, va choisir 5 1/4. »

Économiste chez Lévesque Beaubien Geoffrion, M. Michel Doucet le voit, lui, aux alentours de 5 p. cent.

« Entre 5 et 5 1/4, précise-t-il, si on pense à ce qui s'est fait au Québec et en Colombie-britannique. »

Mais... ajoute en substance M. Trudeau, il ne faut jurer de rien, comme l'a montré la campagne de l'an dernier!

Ainsi, rappelle-t-il, le 18 septembre 1992, deux mois avant l'émission annuelle, la maison dont il fait partie recommandait à sa clientèle de prendre des obligations à la condition que le taux atteigne « 4 1/2 p. cent, mais c'était l'époque référendaire, et ça a monté, l'émission s'est faite à 6 p. cent. »

dollars sera à intérêt composé seulement, et même chose pour les obligations qui seront acquises par retenues sur le salaire, ce qu'offriront à leur personnel quelque 18000 entreprises et organismes.

La période de souscription durera du 18 octobre au lundi 1er novembre, Ottawa se réservant le droit d'y mettre fin à n'importe quel moment, a indiqué hier dans un communiqué à ce propos le ministre des Finances Gilles Loiseleur.

Comme toujours, seuls les particuliers pourront y souscrire et il n'y aura pas d'intérêts de versés pour les titres qui auront été encaissés pendant les trois premiers mois suivant la date — le lundi 1er novembre — à partir de laquelle l'intérêt courra. C'est donc seulement pour les obligations encaissées après le 31 janvier

1994 que les porteurs toucheront les intérêts.

Chaque émission fixe un plafond de souscription, pouvant varier normalement entre 35000 et 75000 dollars, mais qui fut porté l'an dernier à 100000 \$. « On peut s'attendre à un plafond de 100000 dollars cette année encore », note M. Trudeau, de Tassé et Associés.

Ce plafond, il faut le préciser, exclut les obligations d'émissions antérieures, arrivant à échéance, que leurs porteurs peuvent convertir en titres de la nouvelle émission, au moment où celle-ci est faite.

Aux porteurs d'obligations de l'émission de 1986 (S-41), M. Gilles Loiseleur a rappelé hier que celles-ci échoient le 1er novembre de cette année, et qu'elles ne rapporteront plus d'intérêt après

cette date. Et même chose pour toutes les Obligations d'épargne du Canada émises avant 1987 (S-1 à S-41), qui elles non plus ne rapporteront plus d'intérêt après le 1er novembre.

L'émission de l'an passé avait amené dans les coffres d'Ottawa 9,147 milliards, mais trois fois moins (3,270 milliards) en termes de produit net, c'est-à-dire en retranchant de ces 9,147 milliards le montant des conversions d'anciennes obligations en nouvelles.

Enfin, rappelons que les détaillants (établissements financiers, maisons de courtage, etc.) touchent pour paiement 0,625 dollar par tranche de 100 dollars de titres vendus, soit 58 d'un pour cent. « Chez les courtiers, c'est partagé entre la maison et le représentant », signale M. Raymond Trudeau.

## Saisie immobilière

### À vendre

### Projet de développement domiciliaire multifamilial

## PROPRIÉTÉ AU BORD DE L'EAU À MIAMI

53,5 acres  
Emplacement vacant  
Deux marinas construites  
Vue sur la baie et sur la mer

SITUÉ À:  
Aventura, Floride

### ZONÉ ET APPROUVÉ POUR:

- 1 377 résidences (Condominiums et appartements de luxe)
- Club de yachting
- 40 000 pi car. de locaux commerciaux

### PRIX / CONDITIONS:

21 000 000 \$  
14 300 000 \$ Ph. I — Partie est  
6 720 000 \$ Ph. II — Partie ouest (sous contrat)

Rudy Touzet  
Jay Caplin  
Miami (305) 371-4411

Allan R. West  
Fort Lauderdale  
(305) 771-0800

**CUSHMAN & WAKEFIELD**  
CORPORATE REAL ESTATE BROKERS

CE SOMMET SERA UNE SOURCE D'INSPIRATION.  
DES EXPERTS DES SERVICES AUX ENTREPRISES  
VOUS FOURNIRONT DES POINTS DE COMPARAISON POUR  
DÉVELOPPER VOTRE PROCHAIN PLAN D'AFFAIRES 1994-1997.

ENTENDEZ DE VIVE VOIX  
CE QUE RECHERCHENT  
LES CLIENTS DE SERVICES



LE GRAND SOMMET DES INDUSTRIES  
DE SERVICES AUX ENTREPRISES<sup>MC</sup>

LES 9 ET 10 NOVEMBRE 1993  
HÔTEL RADISSON GOUVERNEURS MONTRÉAL

## QUEL EST L'AVENIR DES FIRMES-CONSEILS AU QUÉBEC?

Toutes les sociétés pourvoyeuses de services aux entreprises - le droit, la comptabilité, l'informatique, le management, les communications, l'ingénierie, la publicité - doivent entreprendre un virage significatif pour s'adapter aux nouvelles réalités du marché.

- Que recherchent les clients de services?
- À quoi ressemblera la firme de services-conseils, chef de file de l'an 2000?
- Fusionner ou ne pas fusionner? Les alliances stratégiques et les réseaux internationaux : où investir ses énergies?
- Que pensent certains leaders de leur alliance ou de leur fusion?
- Comment capitaliser sur le phénomène du «faire faire» (outsourcing)?

NE MANQUEZ PAS L'OCCASION DE VOUS INSPIRER  
DES LEADERS DES INDUSTRIES DE SERVICES AUX ENTREPRISES.  
EN DEUX JOURS, DÉVELOPEZ LA BASE DE VOTRE PLAN STRATÉGIQUE 1994-1997!

Pierre Arcand, vice-président exécutif  
COMMUNICATION MONT-ROYAL INC.  
MÉTROMÉDIA

Claude Bégin, vice-président exécutif  
et chef des opérations  
RAYMOND, CHABOT, MARTIN, PARÉ

Pierre Brouillette, président  
COMMUNICATIONS SOLEIL LIMITÉE

Jean-Claude Careau, sous-ministre  
MINISTÈRE DES APPROVISIONNEMENTS  
ET SERVICES  
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Georges Courteau, vice-président  
ISM SOCIÉTÉ DE GESTION  
DES SYSTÈMES D'INFORMATION

François Duffar, vice-président exécutif national  
COSSETTE COMMUNICATION-MARKETING

Camille Gagnon, président  
LE GROUPE CONSEIL INNOVITECH INC.

Jean-Claude Gagnon, président et chef de la direction  
PARFUMERIES DANS UN JARDIN INC.

Daniel Labrecque, premier vice-président - fusions  
et acquisitions d'entreprises, financement corporatif  
LÉVESQUE BEAUBIEN GEOFFRION INC.

Pierre Laferrrière, président-directeur général  
GROUPE SECOR INC.

Jean H. Lafleur, président du conseil  
d'administration et président du comité exécutif  
MARTINEAU WALKER

André Lesage, F.C.A. président  
SAMSON BELAIR DELOITTE & TOUCHE

Gérard A. Limoges, président adjoint  
ERNST & YOUNG

Jacques Malo, vice-président directeur général  
GROUPE LGS INC.

André Pichet, vice-président  
exploitation informatique  
BANQUE NATIONALE DU CANADA

Jean-Pierre Pruneau, directeur de l'ingénierie  
SOCIÉTÉ D'ÉLECTROLYSE ET  
DE CHIMIE ALCAN LIMITÉE

Jean-Pierre Sauriol, président-directeur général  
DESSAU

Bernard R. Tellier, premier vice-président,  
administrateur et directeur général - Québec  
RICHARDSON GREENSHIELDS

André Thompson, président et chef de la direction  
GROUPE IST INC.

INSCRIVEZ-VOUS MAINTENANT AU (514) 861-7000

Frais d'inscription : 995 \$ + TPS 7 % + TVQ 4 %  
(Comprend le petit déjeuner continental, le déjeuner, les rafraîchissements, la documentation du colloque, et ce, pour les deux jours. PERFORM confirmera votre inscription par écrit mais se réserve le droit de refuser toute demande.)

### GARANTIE DE SATISFACTION

Nous certifions par la présente que l'investissement de votre organisation dans le colloque  
LE GRAND SOMMET DES INDUSTRIES DE SERVICES AUX ENTREPRISES<sup>MC</sup>,  
offert en exclusivité par PERFORM, fait l'objet d'une garantie de satisfaction.

En collaboration avec :

La Presse

Présenté par :

PERFORM

En collaboration avec :

MARKETEL

Une idée originale et une marque déposée de Les Systèmes de formation et de gestion PERFORM inc.

Dès le vendredi 24 septembre!



Qui a dit  
qu'il fallait souffrir  
pour apprendre?

Tous les vendredis,

ils auront du plaisir à apprendre

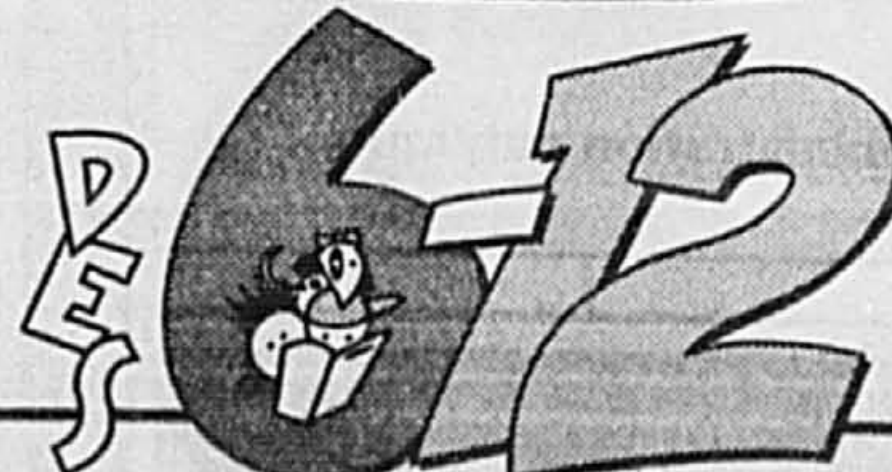
grâce à la page des six-douze de La Presse.

Elle est conçue spécialement pour les élèves du primaire : nouvelles, dossiers, devinettes et chroniques leur permettent de suivre l'actualité tout en développant leur jugement.

Enseignants, enseignantes, abonnez votre classe à La Presse du vendredi ! Pour un minimum de dix (10) exemplaires, La Presse vous est offerte à moitié prix ! Commandez et vos exemplaires seront livrés très tôt le vendredi matin.

285-7296

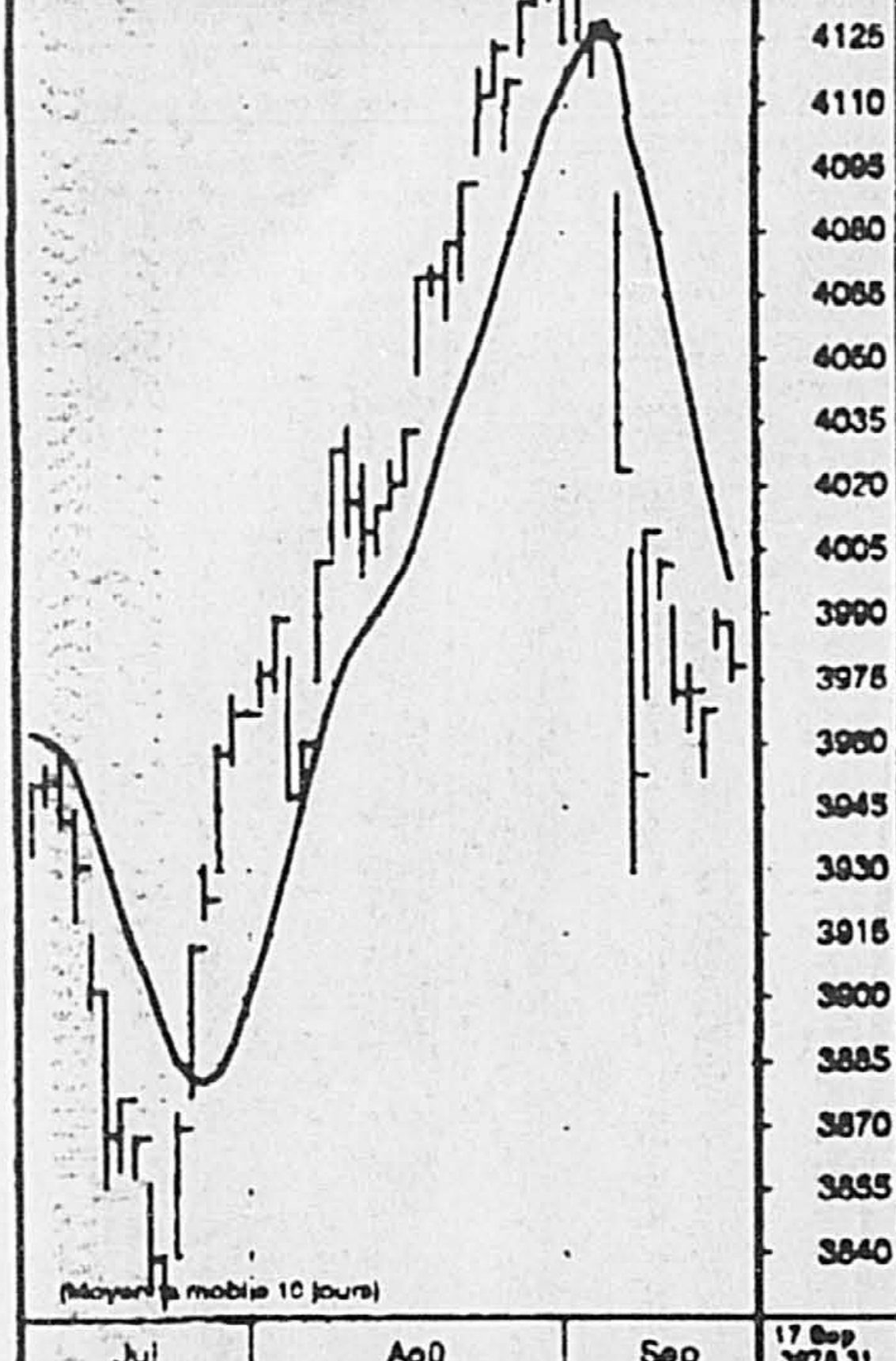
La Presse



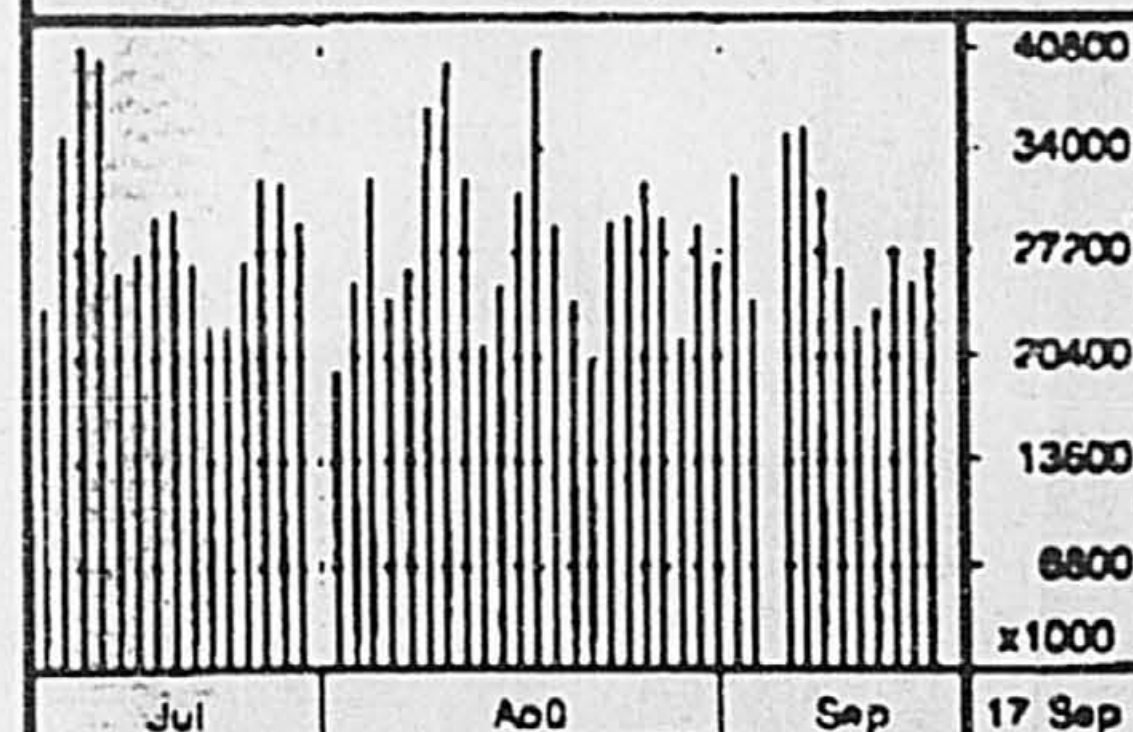


TORONTO

Table with 2 columns: 'Variations quotidiennes de l'indice composé' and 'Haut Fermeture Bas'. Values include 3068.61, 3978.31, 3974.69.



Volume quotidien des transactions sur le TSF 300



Volume quotidien des transactions sur le TSF 300

Table of indices for various sectors: 300 COMPOSÉ, SERV. FINANCIERS, MINES ET MÉTAUX, etc. Values range from 3978.31 to 4554.61.

INDICES DE TORONTO

Table of indices for various sectors: HALT FERMETURE BAS, VOLUME, etc. Values range from 300.37 to 984456.5.

Source: Decision-Plus Inc.

Large table of stock market data with columns: Valeurs, Ventes, Haut, Bas, Ferm., Net. Lists various stocks and their performance.

Large table of stock market data with columns: Valeurs, Ventes, Haut, Bas, Ferm., Net. Lists various stocks and their performance.

Large table of stock market data with columns: Valeurs, Ventes, Haut, Bas, Ferm., Net. Lists various stocks and their performance.

Large table of stock market data with columns: Valeurs, Ventes, Haut, Bas, Ferm., Net. Lists various stocks and their performance.

VALCOUVER

Table with 2 columns: 'VOLUME: 20 200 000' and 'INDICE GÉNÉRAL FERMETURE 982 20 + 2.69'.

Table of stock market data for the Valcour section, columns: Valeurs, Ventes, Haut, Bas, Ferm., Net.

Table of stock market data for the Valcour section, columns: Valeurs, Ventes, Haut, Bas, Ferm., Net.

Table of stock market data for the Valcour section, columns: Valeurs, Ventes, Haut, Bas, Ferm., Net.

Table of stock market data for the Valcour section, columns: Valeurs, Ventes, Haut, Bas, Ferm., Net.

Table of stock market data for the Valcour section, columns: Valeurs, Ventes, Haut, Bas, Ferm., Net.

La bourse en bref

MONTRÉAL

Table with 4 columns: Volume, Vendredi, Jeudi, Faits saillants. Shows market volume for Montreal and key news items.

Table with 4 columns: Actions trans., Gains, Pertes, Inchangées, Hauts 93, Bas 93. Shows market performance metrics for Montreal.

NEW YORK

Table with 4 columns: Volume, Vendredi, Jeudi, Faits saillants. Shows market volume for New York and key news items.

Table with 4 columns: Actions trans., Gains, Pertes, Inchangées, Hauts 93, Bas 93. Shows market performance metrics for New York.

LES DEVISES

Table with 5 columns: Dev. (Country), Haut, Bas, Côté, Var. Shows exchange rates for various countries.

LES OBLIGATIONS

Table with 5 columns: Cote, Rendement, Prix, etc. Lists various bond offerings and their details.

LES METAUX

Table with 5 columns: Comptant, 3 mois, 15 mois, etc. Lists metal prices for various commodities.

LES METAUX

Table with 5 columns: Comptant, 3 mois, 15 mois, etc. Lists metal prices for various commodities.

LES METAUX

Table with 5 columns: Comptant, 3 mois, 15 mois, etc. Lists metal prices for various commodities.

LES METAUX

Table with 5 columns: Comptant, 3 mois, 15 mois, etc. Lists metal prices for various commodities.

LES METAUX

Table with 5 columns: Comptant, 3 mois, 15 mois, etc. Lists metal prices for various commodities.

LES METAUX

Table with 5 columns: Comptant, 3 mois, 15 mois, etc. Lists metal prices for various commodities.

LES METAUX

Table with 5 columns: Comptant, 3 mois, 15 mois, etc. Lists metal prices for various commodities.

TORONTO

Table with 4 columns: Volume, Vendredi, Jeudi, Faits saillants. Shows market volume for Toronto and key news items.

Table with 4 columns: Actions trans., Gains, Pertes, Inchangées, Hauts 93, Bas 93. Shows market performance metrics for Toronto.

NASDAQ

Table with 4 columns: Volume, Vendredi, Jeudi, Faits saillants. Shows market volume for NASDAQ and key news items.

Table with 4 columns: Actions trans., Gains, Pertes, Inchangées, Hauts 93, Bas 93. Shows market performance metrics for NASDAQ.

LES DEVISES

Table with 5 columns: Dev. (Country), Haut, Bas, Côté, Var. Shows exchange rates for various countries.

LES OBLIGATIONS

Table with 5 columns: Cote, Rendement, Prix, etc. Lists various bond offerings and their details.

LES METAUX

Table with 5 columns: Comptant, 3 mois, 15 mois, etc. Lists metal prices for various commodities.

LES METAUX

Table with 5 columns: Comptant, 3 mois, 15 mois, etc. Lists metal prices for various commodities.

LES METAUX

Table with 5 columns: Comptant, 3 mois, 15 mois, etc. Lists metal prices for various commodities.

LES METAUX

Table with 5 columns: Comptant, 3 mois, 15 mois, etc. Lists metal prices for various commodities.

LES METAUX

Table with 5 columns: Comptant, 3 mois, 15 mois, etc. Lists metal prices for various commodities.

LES METAUX

Table with 5 columns: Comptant, 3 mois, 15 mois, etc. Lists metal prices for various commodities.

LES METAUX

Table with 5 columns: Comptant, 3 mois, 15 mois, etc. Lists metal prices for various commodities.

NEW YORK

suite de la page F 5

Large table listing various stocks and their prices, including columns for company names, prices, and other financial data.

NEW YORK

suite de la page F 5

Large table listing various stocks and their prices, including columns for company names, prices, and other financial data.

NEW YORK

suite de la page F 5

Large table listing various stocks and their prices, including columns for company names, prices, and other financial data.

OPTIONS TRANS-CANADA (transigées)

Large table listing various options contracts, including columns for stock names, option types, prices, and other details.

NEW YORK

suite de la page F 5

Large table listing various options contracts, including columns for stock names, option types, prices, and other details.

FONDS MUTUELS

Large table listing various mutual funds, including columns for fund names, managers, and other information.

NEW YORK

suite de la page F 5

Large table listing various mutual funds, including columns for fund names, managers, and other information.

VANCOUVER

suite de la page F 6

Table listing various stocks and their prices for Vancouver, including columns for company names and prices.

VANCOUVER

suite de la page F 6

Table listing various stocks and their prices for Vancouver, including columns for company names and prices.

VANCOUVER

suite de la page F 6

Table listing various stocks and their prices for Vancouver, including columns for company names and prices.

VANCOUVER

suite de la page F 6

Table listing various stocks and their prices for Vancouver, including columns for company names and prices.

VANCOUVER

suite de la page F 6

Table listing various stocks and their prices for Vancouver, including columns for company names and prices.

LES METAUX

Table with 5 columns: Comptant, 3 mois, 15 mois, etc. Lists metal prices for various commodities.

LES METAUX

Table with 5 columns: Comptant, 3 mois, 15 mois, etc. Lists metal prices for various commodities.

LES METAUX

Table with 5 columns: Comptant, 3 mois, 15 mois, etc. Lists metal prices for various commodities.

LES METAUX

Table with 5 columns: Comptant, 3 mois, 15 mois, etc. Lists metal prices for various commodities.

LES METAUX

Table with 5 columns: Comptant, 3 mois, 15 mois, etc. Lists metal prices for various commodities.

LES METAUX

Table with 5 columns: Comptant, 3 mois, 15 mois, etc. Lists metal prices for various commodities.

LES METAUX

Table with 5 columns: Comptant, 3 mois, 15 mois, etc. Lists metal prices for various commodities.

LES METAUX

Table with 5 columns: Comptant, 3 mois, 15 mois, etc. Lists metal prices for various commodities.

LES METAUX

Table with 5 columns: Comptant, 3 mois, 15 mois, etc. Lists metal prices for various commodities.

LES METAUX

Table with 5 columns: Comptant, 3 mois, 15 mois, etc. Lists metal prices for various commodities.

LES METAUX

Table with 5 columns: Comptant, 3 mois, 15 mois, etc. Lists metal prices for various commodities.

LES METAUX

Table with 5 columns: Comptant, 3 mois, 15 mois, etc. Lists metal prices for various commodities.

LES METAUX

Table with 5 columns: Comptant, 3 mois, 15 mois, etc. Lists metal prices for various commodities.

LES METAUX

Table with 5 columns: Comptant, 3 mois, 15 mois, etc. Lists metal prices for various commodities.

LES METAUX

Table with 5 columns: Comptant, 3 mois, 15 mois, etc. Lists metal prices for various commodities.

LES METAUX

Table with 5 columns: Comptant, 3 mois, 15 mois, etc. Lists metal prices for various commodities.

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS

AVIS AUX CRÉANCIERS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE
Dans l'affaire de la faillite de :
117814 CANADA INC., une corporation légalement constituée, ayant son siège social et principal place d'affaires au 6444 av. Sommier, Montréal, Québec

AVIS AUX CRÉANCIERS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE
Dans l'affaire de la faillite de :
2640-8005 QUÉBEC INC., une corporation légalement constituée, ayant son siège social et principal place d'affaires au 485, rue McGill, Montréal, Québec

CENTRES JEUNESSE DE LAVAL
APPEL D'OFFRES
PROJET: REMPLACEMENT DES CLÔTURES DE SÉCURITÉ
EMPLACEMENT: MAISON NOTRE-DAME DE LAVAL INC.

J&F associés inc.
Jean Fortin & Associés Inc.
Syndic de faillite - Agent gestionnaire
AVIS AUX CRÉANCIERS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE
Dans l'affaire de la faillite de :
LUDOVICO NIGRELLI, préposé à l'entretien, domicilié et résidant au 10271, Iberville à Montréal (Québec) H2B 2T7.

J&F associés inc.
Jean Fortin & Associés Inc.
Syndic de faillite - Agent gestionnaire
AVIS AUX CRÉANCIERS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE
Dans l'affaire de la faillite de :
MICHEL WOLFE, sans emploi, domicilié et résidant au 201, Corot, #1212 à L'île des Soeurs (Québec).

J&F associés inc.
Jean Fortin & Associés Inc.
Syndic de faillite - Agent gestionnaire
AVIS AUX CRÉANCIERS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE
Dans l'affaire de la faillite de :
LES CONSTRUCTIONS MICHEL VERVILLE INC., société légalement constituée ayant son siège social et sa place d'affaires au 169, boul. Ste-Rose à Laval (Québec) H7L 1L2.

J&F associés inc.
Jean Fortin & Associés Inc.
Syndic de faillite - Agent gestionnaire
AVIS AUX CRÉANCIERS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE
Dans l'affaire de la faillite de :
LES CONSTRUCTIONS MICHEL VERVILLE INC., a fait cession de ses biens le 14 octobre 1993 et la première assemblée des créanciers sera tenue le 14 octobre 1993 à 14h00 au Complexe Raycom, Salle Promenade, No. 2, situé au 5100, Sherbrooke Est à Montréal.

Université du Québec à Trois-Rivières
APPEL D'OFFRES
Pavillon d'enseignement et de recherche en sciences de l'activité physique et du loisir sur le campus de l'UQTR
Propriétaire: Université du Québec à Trois-Rivières
3351, boul. des Forges, C.P. 500
Trois-Rivières, Québec / G9A 5H7

Les soumissions devront être accompagnées d'un cautionnement de soumission ou d'un chèque visé au montant de dix pour cent (10 %) de la soumission, émis à l'ordre de Maison Notre-Dame de Laval Inc.

KEM HÔPITAL CHARLES LEMOYNE
Appel d'offres
L'Hôpital Charles-Lemoyne, propriétaire, demande des soumissions pour la RÉFECTON DE TOITURES DE L'AILÉ A.
Les documents contractuels pourront être obtenus à compter de 9 h, le 14 septembre 1993, au bureau des architectes :

BOUDRIAS, BOUDREAU, architectes-associés
560, chemin Chambly, bureau 200
Longueuil (Québec) J4H 3L8
Tél. : (514) 651-6100
contre un chèque visé non remboursable de 50 \$ émis à l'ordre du Propriétaire.

AVIS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE DES CRÉANCIERS
DANS L'AFFAIRE DE LA PROPOSITION DE :
SALAISON NDG MEAT MARKET LTD, corps politique légalement constitué selon la Loi, ayant son siège social et sa principale place d'affaires au 5343, rue Sherbrooke Ouest, dans la ville et le district de Montréal, en la province de Québec H4H 1V4.

Table with multiple columns: ALBERTA, Ventes Haut Bas Ferm. ch. Net. Lists various stock market data for Alberta and other regions.

Programme Accès Première Maison
Que diriez-vous si la Banque de Montréal vous donnait jusqu'à \$2,500 pour l'achat de votre première maison ?
Sans changer vos habitudes, votre carte MasterCard de la Banque de Montréal pourrait vous permettre d'accumuler 5 % du montant total de vos achats sous forme d'Accès-dollars (maximum annuel de \$500 par titulaire de compte MasterCard).